

[Texte]

with the European Economic Community, the Community has still maintained their subsidized export market. It has only distorted the prices we receive as producers, and we say and we recognize that the Canadian Treasury cannot match that kind of a subsidy program because the majority of our production, in western Canada particularly, is for export. That means we just export dollars with these kinds of programs.

Let us see if outside of the GATT negotiations there can be some commonsense brought to the world wheat marketplace. We must have discussion with the major players in this, not just the Americans. We are suggesting doing it here with the Americans on this issue, but I think it has to be broadened out as well.

Mr. Foster: Why do you think the government failed to take this opportunity? There are a number of procedures to call for consultations and arbitration where there are disputes and so on. Obviously if they had said "we are not opening the border because you are unfairly using the Export Enhancement Program" and called for consultations and so on, there could have been a major initiative taken there. Is it just the government's subservient attitude? Why do you think they failed to take this opportunity to act?

• 1150

Mr. Larsen: I think you should ask the government that question, but what I heard them saying was that they were afraid of the retaliation of the markets we enjoy in the United States. We certainly have to take that into account. Prairie Pools did take that into consideration when putting forward this request, that there was the threat of retaliation of markets that we currently enjoy there.

Mr. Foster: You have all that aggravation anyway, whether you are talking about ice-cream and yoghurt, the hog countervail, the pork countervail or the beef harassment at the border. It would have shown some spine by the government if they had acted on this one. There was a clear violation in juxtaposition to opening the border.

Mr. Larsen: We identify in our submission that there was to be a study completed with regard to the American program so we could better understand the functioning of their programs and how they might affect the kind of action we might take. That study is now just being completed, as I understand it.

We identify in our submission as well that because of the Canadian programs, it is more difficult for us to retaliate against the movement of their commodities into our country. We do not seem to have the countervail mechanism that they can put in place very quickly and those sorts of things. We are not familiar with using programs to the extent the Americans seem to use programs.

[Traduction]

concurrence qu'ils livrent à la Communauté économique européenne, celle-ci est parvenue à conserver ses marchés d'exportation subventionnés. On a créé des distorsions dans les prix que nous obtenons en tant que producteurs et nous devons reconnaître que le Trésor canadien ne peut faire face à ce type de programme de subventions parce que la plupart de notre production, surtout dans l'ouest du Canada, est destinée à l'exportation. Cela signifie qu'avec ce genre de programmes, nous exportons tout simplement des dollars.

Alors, voyons si en marge des négociations du GATT, il y a place pour un peu de bon sens sur le marché du blé international. Il faut que nous discutons avec les principaux pays concernés par ce dossier, et non pas seulement avec les Américains. Nous recommandons de discuter cette question avec les Américains, mais je pense qu'il faut quand même élargir le débat.

M. Foster: Et pourquoi, selon vous, le gouvernement n'a-t-il pas sauté sur l'occasion? Pourtant, il y a plusieurs procédures qui prévoient la tenue de consultations et d'arbitrage en cas de différends. De toute évidence, si le gouvernement avait dit «nous n'ouvrons pas la frontière parce que vous utilisez l'Export Enhancement Program à mauvais escient» et s'il avait réclamé des consultations, les choses auraient certainement bougé. Doit-on attribuer tout cela à la seule attitude servile du gouvernement? Pourquoi, selon vous, n'a-t-il pas saisi l'occasion d'agir?

M. Larsen: Je pense que vous devriez poser la question au gouvernement, mais j'ai entendu dire que c'était par peur des représailles contre nos marchés aux États-Unis. Il est évident que nous devons prendre ce facteur en ligne de compte. C'est d'ailleurs ce qu'a fait Prairie Pools Inc. dans la formulation de cette requête. Nous avons envisagé cette menace de représailles.

M. Foster: De toute façon, nous n'y échappons pas, qu'il s'agisse de glace ou de yaourt, de mesures de rétorsion pour la viande de porc ou pour la viande de boeuf. S'il avait réagi au sujet de ce dossier, le gouvernement aurait montré un peu de cran. En juxtaposition avec l'ouverture des frontières, la violation est flagrante.

M. Larsen: Dans notre mémoire, nous signalons qu'une étude des programmes américains devait être effectuée afin que nous puissions mieux comprendre le fonctionnement de ces programmes et voir en quoi ils pourraient avoir une incidence sur le type de mesures que nous pourrions adopter. Or, d'après ce que j'ai cru comprendre, cette étude vient juste d'être terminée.

Nous précisons également qu'à cause de la nature des programmes canadiens, il nous est plus difficile de prendre des mesures de rétorsion contre les marchandises américaines qui entrent chez nous. Il ne semble pas que nous disposions des mêmes mécanismes de rétorsion que les Américains peuvent mettre très rapidement en place. Nous ne sommes pas aussi rompus que les Américains à ce genre de programme.